

Recherches sociographiques



Claude LESSARD et Philippe MEIRIEU (dirs), *L'obligation de résultats en éducation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 327 p. (Formation et profession du CRIFPE.)

Stéphane Martineau

Volume 48, numéro 1, janvier–avril 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016246ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016246ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martineau, S. (2007). Compte rendu de [Claude LESSARD et Philippe MEIRIEU (dirs), *L'obligation de résultats en éducation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 327 p. (Formation et profession du CRIFPE.)]. *Recherches sociographiques*, 48(1), 189–191. <https://doi.org/10.7202/016246ar>

Plusieurs types de lecteurs (étudiants, diplômés, professeurs, chercheurs, responsables de services de ressources humaines) trouveront dans cet ouvrage un ensemble d'analyses qui contribuent à une meilleure compréhension des enjeux de la transition des diplômés universitaires au monde du travail.

Claude TROTTIER

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université Laval.*

Claude LESSARD et Philippe MEIRIEU (dirs), *L'obligation de résultats en éducation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 327 p. (Formation et profession du CRIFPE.)

Voici un ouvrage issu des Entretiens Jacques-Cartier tenus à l'Université de Montréal en 2000. Il présente les contributions de dix-neuf chercheurs en sciences de l'éducation provenant du Québec, de l'Ontario, de la France, de la Belgique et de la Suisse. Divisé en dix-sept chapitres auxquels s'ajoute une conclusion synthèse de la main du professeur Claude Lessard de l'Université de Montréal, ce collectif aborde sous différents angles la question de l'obligation de résultats en éducation, devenue incontournable dans le domaine éducatif. Celle-ci reçoit un traitement multiple. Elle est pensée tantôt en référence aux apprentissages des élèves, parfois en tant que responsabilité d'un groupe professionnel, ou encore en rapport avec les moyens, les processus ou les procédures de travail, enfin, elle peut être analysée sous l'angle des compétences des enseignants.

Ce livre collectif met en lumière un défi lancé depuis quelques années à la plupart des systèmes scolaires en Occident, à savoir que ceux-ci sont sommés de rendre des comptes à la population. On exige en effet des acteurs scolaires plus de transparence et ces derniers sont désormais de plus en plus tenus responsables du rendement des élèves. Cette nouvelle donne s'inscrit dans le cadre plus général du développement d'un nouveau rapport à l'éducation perçue maintenant comme un bien de consommation. Ce rapport consumériste aux savoirs scolaires incite les décideurs à mettre en place un mode de régulation de l'éducation basé sur des indicateurs quantitatifs du rendement interne et externe du système scolaire. Les différents palmarès des écoles ainsi que le PISA (programme international pour le suivi des acquis des élèves) de l'OCDE sont autant de symboles de cette nouvelle tendance, comme le souligne pertinemment Claude Lessard. « Cette logique des indicateurs, impulsée par le haut du système éducatif et par les organisations internationales (OCDE, Banque mondiale), rejoint celle du marché, de la concurrence et du libre choix des parents, de plus en plus populaire auprès des parents usagers, aisément convaincus qu'ils n'ont pas de recours contre le système public en place et que le seul comportement efficace à leur portée n'est pas la participation

citoyenne à la gestion du système, mais plutôt la sortie du système et la mobilité sur le quasi marché éducatif » (p. 2).

L'ensemble des contributions réunies ici met justement en scène les conséquences réelles de ce mode de régulation sur les établissements scolaires et sur les personnes qui y œuvrent. Tous les auteurs, d'une manière ou d'une autre, se montrent préoccupés par les récents développements en matière de politique éducative et contestent l'accent mis actuellement sur l'imputabilité et sur la reddition de compte. Les critiques à l'endroit de ce qu'il est légitime de nommer une idéologie pourraient être faites à partir d'un point de vue privilégiant le statu quo ou à partir d'une vision nostalgique d'un passé scolaire mythique. Tel n'est pas le cas. Plutôt, l'inquiétude des signataires des divers chapitres prend racine dans un certain nombre d'interrogations que soulève l'obligation des résultats : l'école du marché met-elle en danger l'école commune ? Peut-on exiger les mêmes résultats de toutes les écoles sans tenir compte des caractéristiques des élèves qui les fréquentent ? Quelle part de responsabilité les enseignants prennent-ils dans la réussite des élèves ? Quels effets peut avoir sur la pratique professionnelle et sur l'autonomie au travail des enseignants l'augmentation du pouvoir des parents (ou des élèves) définis maintenant comme étant des clients ?

En fait, cet ouvrage démontre qu'un travail interactif comme celui de l'enseignant – travail où le matériau est un être humain (l'élève) et qui nécessite son consentement afin que le résultat (l'apprentissage) advienne – ne saurait être évalué qu'avec prudence et qu'il serait peut-être préférable de parler d'obligation de compétences de la part des professionnels que d'obligation de résultats. Le danger, bien réel, est que la nouvelle « orthodoxie bureaucratique », qui impose son approche managériale tout azimut, ne conduise à l'étouffement de toute forme d'innovation dans les milieux scolaires obnubilés dorénavant par l'approche client où la satisfaction immédiate de ce dernier fait foi de tout.

À travers des réflexions sérieuses et fouillées, l'ouvrage rappelle que la logique du marché ne saurait être transposée intégralement en contexte scolaire sans que cela n'entraîne des effets pervers qui nuiraient à l'ensemble du système, comme le résume éloquemment le professeur Lessard en conclusion. « En somme, l'obligation de résultats en éducation ne peut évacuer totalement les apprentissages réalisés par les élèves ; elle est à la fois collective et individuelle, elle ne peut se réduire à des moyens, mais doit plutôt se concevoir comme l'obligation de construire et de bonifier constamment sa compétence à enseigner, en collégialité et en concertation avec les autres intervenants de l'école. Cela implique le souci des effets de son enseignement sur les élèves, le devoir de rechercher les meilleurs moyens et stratégies disponibles, efficaces et raisonnablement applicables, ainsi que le partage avec les collègues des bons coups comme des moins bons coups » (p. 308).

Les auteurs de ce collectif mettent en garde contre une vision réductrice de l'éducation définie uniquement en termes de réussite à des tests standardisés. Plus encore, ils fournissent matière à penser au-delà des lieux communs et des slogans si

fréquents dans les controverses entourant l'éducation. Il s'agit là, assurément, d'une contribution importante au débat sur l'évolution de nos systèmes scolaires.

Stéphane MARTINEAU

*Département des sciences de l'éducation,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

LUC VIGNEAULT et René BLAIS (dirs), *Culture et technoscience : des enjeux du sens à la culture. Approche d'une logique multidisciplinaire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 164 p.

L'objectif de cette publication était de partager des points de vue sur le « phénomène technoscientifique » et les transformations introduites par la technique contemporaine dans le développement du savoir, de la culture et de la question du sens. En introduction, Luc Vigneault écrit que la technoscience est un phénomène nouveau, « qui est finalement l'équivalent, pour nous, de technique contemporaine », signifiant par là qu'elle est « spécifiquement définie par son association à la science », puis ajoute qu'elle n'est plus simplement « technique » mais « idéologique », en tant qu'elle « impose une finalité au savoir » (p.1). Les chapitres révèlent plutôt que la technique contemporaine ne se résume pas à ce qui est approché comme « technoscience », que les origines de cette technoscience remontent à la réforme moderne des sciences et que sa spécificité historique reste à préciser, tout comme sa participation au développement du savoir et son inscription dans la culture. Traitant de questions relativement indépendantes, les huit auteurs se rejoignent néanmoins dans le souci de penser le sens de l'activité technique au-delà du registre de l'instrumentalité. Cinq photographies d'œuvres de l'artiste Christian Michaud précèdent les chapitres pour illustrer comment l'activité technique, dans l'art, peut ajouter du sens aux objets, en les magnifiant par ses procédés stylistiques. Les textes sont denses, d'une rigueur inégale, et se prêtent mal à une présentation d'ensemble.

René Blais se demande, contre l'opposition du monde fragmenté de la technique au monde totalisant du symbole : « est-il vraiment possible pour la technique de se déployer sans aucun lien avec l'univers symbolique ? » (P. 22.) Il rappelle d'abord que la technique et ses créations sont surdéterminées à travers le langage, comme expression de l'esprit qui les conçoit et comme symboles dans les imaginaires qui se les approprient. Blais reprend ensuite l'opposition du rôle de la technique dans les sociétés mythiques (moyen sacré pour l'homme de prendre place dans le cosmos) et dans le monde moderne (transformé par ses inventions, ses symboles, et sous la poussée d'idéologies) pour souligner que la technique contemporaine reste néanmoins porteuse de « visions du monde ». Le texte affiche ainsi une posture critique, notamment contre Ellul et Hottois auxquels il reproche d'avoir pensé l'univers symbolique et le déploiement de la technique indépendamment l'un de l'autre.